

ASSIMA-KPATCHA ESSOHAM, 2014, *Akpadjaka. Un mouvement anticolonial au Togo français*, Paris, L'Harmattan, 179 p.

par **Jonas B. Billy**

Essoham Assima-Kpatcha, originaire des montagnes du pays Kabiyé, a dû vaincre bien des obstacles pour s'imposer au monde des chercheurs. Son ouvrage sur la vie d'Akpadjaka, rebelle des temps coloniaux, n'en a que plus de prix. Il est temps que les Togolais eux-mêmes honorent et immortalisent leurs héros, ou tous ceux qui ont marqué l'histoire du Togo en particulier, et de l'Afrique en général.

De 1920 à 1930, Akpadjaka, à la tête de véritables « gangs » constitués de redoutables bandits armés, multiplia attaques et vols à main armée en prenant pour cibles les fonctionnaires des administrations coloniales, les commerçants syro-libanais et les riches autochtones. Longtemps insaisissable, il se fit connaître sous différents noms. Sa traque par les autorités coloniales de la Gold Coast, du Dahomey et du Togo n'en fut que plus ardue. Plusieurs fois condamné à la peine capitale dans ces colonies, il s'en était évadé à plusieurs reprises. Seule l'arrestation, le 17 juillet 1930, au cours d'un accrochage, d'un de ses complices, permit d'identifier et d'arrêter certains membres de la bande (chap. II et III).

Des interrogatoires musclés des captifs permirent de localiser le chef des gangs, Akpadjaka lui-même, qui fut abattu à Ouédémé, dans le cercle d'Anecho, le 15 septembre 1930. Cette fin tragique fut vécue différemment par les diverses parties en présence. Pour ceux à qui le produit des vols était généreusement redistribué, l'élimination d'Akpadjaka fut éprouvée comme une injustice, un crime de l'administration coloniale. Ses victimes, au contraire, s'en réjouirent. Pour l'administration coloniale et ses auxiliaires indigènes, ainsi que pour les victimes, la satisfaction fut totale (chap. IV et V).

Après l'arrestation d'une grande partie de la bande, et l'élimination physique d'Akpadjaka, se posa le problème du traitement et de la gestion de ces détenus. Quelles punitions exemplaires fallait-il leur infliger pour dissuader d'autres candidats à ce type de banditisme ? Pour empêcher toute évasion, ces condamnés furent transférés de la prison d'Anecho – où les détenus restaient en contact avec leurs proches qui pouvaient leur rendre visite – à celle de Mango, spécialement conçue par les autorités coloniales comme institution de « redressement » des récidivistes et autres personnes qualifiées de dangereuses (chap. VI).

Les fonctionnaires coloniaux avaient bien compris que la peine la plus redoutée par les Togolais – viscéralement attachés à leur sol et à leurs familles – était la déportation, déjà pratiquée au temps de la colonisation allemande. En les arrachant à leurs racines, il serait plus facile d'induire un changement de comportement chez les indigènes réfractaires. De leur côté, les parents des détenus sollicitaient l'indulgence de l'administration coloniale en vue de leur libération conditionnelle, ou du moins de leur transfert de Mango à Lomé. Les autorités coloniales n'acceptèrent ni la libération conditionnelle, ni le transfert des condamnés à Lomé.

Comme les activités d'Akpadjaka et son influence néfaste dépassaient le Togo et s'étendaient au Dahomey, au Nigeria et en Gold Coast, son élimination eut un écho sur le plan international. Son assassinat fit l'objet d'articles de presse en Europe. Si les journalistes avaient profité de l'affaire Akpadjaka pour « faire de la copie », et les forces de l'ordre, pour souligner leur efficacité, les scientifiques ne furent pas en reste. Ils profitèrent de l'occasion pour enrichir leurs collections ethnologiques en y introduisant des « gris-gris » appartenant à Akpadjaka. Conservées de nos jours au musée du quai Branly, ces pièces furent tout d'abord présentées en 1931, lors de l'Exposition coloniale. Ainsi Akpadjaka jouissait-il d'une réputation internationale.

Dans le chapitre IX, l'auteur s'interroge sur la portée de l'action d'Akpadjaka. Doit-il être considéré comme un résistant à la colonisation, ou comme un bandit de grand chemin ? Pour ce faire, l'auteur explore tout d'abord la situation socio-politique et économique qui prévalait pendant cette période. Suite à la défaite allemande de 1918, le Togo fut partagé entre les Français et les Britanniques. Ces derniers intégrèrent à la Gold Coast le territoire qui leur était confié ; la partie française prit le statut de colonie sous mandat. L'administration mandataire française devait donc gérer l'héritage de la colonisation allemande. Elle devait aussi faire face aux ambitions et aux menaces de la puissance coloniale britannique, et enfin affronter le mécontentement de la population qui courbait sous le poids du système fiscal<sup>1</sup>. Non seulement la population souffrait de la surcharge des impôts et des taxes, mais aussi des rivalités entre les chefferies collectrices des impôts. Il y avait plus difficile encore à gérer : les actions du Deutsch-Togo Bund, une alliance germanophile qui luttait en faveur du retour des colonisateurs allemands au Togo<sup>2</sup>.

Tout ceci se passait dans une colonie dont l'économie s'était dégradée. La Première Guerre mondiale n'ayant duré que vingt-sept jours, au Togo, l'économie de la colonie, basée sur l'agriculture, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, n'avait tout d'abord pas été très affectée. Ainsi, de 1920 à 1927, la prospérité du Togo fut-elle remarquable. Mais elle profitait seulement à l'administration coloniale. Puis la crise économique mondiale des années 1930 toucha aussi le Togo et aggrava la situation, marquée par la flambée des prix des denrées de première nécessité, la réduction des salaires, ou bien encore l'arrêt du recrutement des fonctionnaires. La crise eut pour conséquence le mécontentement de la population.

C'est dans cette période trouble de résistance collective à la colonisation française au Togo qu'Akpadjaka se fit remarquer, en pratiquant un « banditisme social ». Selon l'auteur, le banditisme social est une manifestation de résistance

1. Voir Billy Jonas Bakoubayi, 2011, *Musterkolonie des Rassenstaats : Togo in der kolonialpolitischen Propaganda und Planung Deutschlands 1919-1943*, Dettelbach, J.H.Röll-Verlag : 38-41.

2. L'auteur estime que cette association était créée par des anciens cadres indigènes de la période coloniale allemande au Togo, mais sous l'instigation de leurs anciens maîtres, avis qui recoupe mes travaux. Cette action a d'ailleurs perduré puisque l'association continua d'être financée et pilotée depuis l'Allemagne par le régime nazi (Voir Billy 2011, *op. cit.*).

individuelle. Pillant tout ce qui appartenait aux nantis, aux administrations coloniales et à leurs collaborateurs, il redistribuait le butin aux pauvres. Ainsi fut-il le défenseur des démunis et des opprimés contre les administrations locales. En outre, la résistance d'Akpadjaka ne s'adressait pas seulement à l'administration mandataire française, mais à la colonisation en général.

L'auteur adopte un style simple pour donner la parole aux acteurs et tenter de refaire vivre l'histoire avec objectivité. C'est ainsi qu'il a inséré plusieurs citations dans ce magnifique travail, résultat de ses recherches aux archives nationales du Togo et de l'exploitation d'un certain nombre d'ouvrages. On peut cependant regretter qu'il n'ait pu consulter les fonds pertinents des centres des archives nationales d'Outre-mer en France, du Ghana, du Bénin. Peut-être est-ce dû au manque de moyens. Mais il aurait pu exploiter les travaux des étudiants togolais qui sont, sur le plan scientifique, riches et intéressants.

Par ailleurs, je m'inscris en faux contre l'affirmation, empruntée à Geoh-Akue, selon laquelle, dans la partie méridionale du Togo, la bourgeoisie était rendue exsangue par les mesures discriminatoires de l'époque allemande. Cette bourgeoisie était, en réalité, la collaboratrice de l'administration coloniale allemande. C'est elle qui avait octroyé des terrains à l'administration coloniale, et qui utilisait des autochtones dans les plantations et pour le compte des colonisateurs. C'est d'elle que naîtra plus tard le Deutsch Togo-Bund, qui réclamera le retour des Allemands au Togo.

Akpadjaka lui-même était à la solde du Deutsch Togo-Bund. La lettre écrite au commissaire de police d'Azcona (p. 86) serait de la plume d'un membre du Deutsch Togo-Bund, en l'occurrence de Joseph Robert Byll, porte-parole du clan Adigo et membre actif de l'association vivant à l'époque à Anecho. D'ailleurs, aucun des 12 Allemands vivant au Togo et en Gold Coast ne fut victime de l'action d'Akpadjaka. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage, après avoir été revu dans sa forme, mériterait d'être inséré parmi les manuels scolaires d'Afrique francophone.

\*\*\*

BARATIER Albert (lieutenant), *À travers l'Afrique*, 2015, présentation d'Antoine Champeaux, avec la collaboration de Roger Little, Paris, L'Harmattan (« Autrement Mêmes »), 222 p.

BARATIER Albert (colonel), *Épopées africaines*, 2015, présentation de Roger Little, avec la collaboration d'Antoine Champeaux, Paris, L'Harmattan (« Autrement Mêmes »), 222 p.

**par Fabio Viti**

« César vainquit les Gaulois. N'avait-il pas à ses côtés au moins un cuisinier ? » écrivait Bertolt Brecht dans ses *Questions d'un ouvrier qui lit* (1935). Le colonel Albert Baratier qui, lui, conquiert l'Afrique, avait à ses côtés Moriba Keita, tirailleur